



**Division des droits
des Palestiniens**

**Conférence internationale de la société civile
à l'appui du peuple palestinien**

**Office des Nations Unies à Genève
7 et 8 septembre 2006**

Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Paragraphe</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1-4	3
II. Déclarations liminaires	5-17	3
III. Séances plénières	18-39	7
Première séance plénière		
De la sensibilisation à l'action : l'impact des mouvements pacifistes, des partis politiques et des syndicats	18-34	7
Deuxième séance plénière		
Renforcer les initiatives de la société civile	35-39	11
IV. Déclarations de clôture	40-42	14
Annexes		
I. Réseau international de coordination pour la Palestine – Plan d'action de 2006 .		15
II. Liste des participants		18
III. Résumé des ateliers		23

I. Introduction

1. La Conférence internationale de la société civile à l'appui du peuple palestinien s'est tenue les 7 et 8 septembre 2006 à l'Office des Nations Unies à Genève, sous les auspices du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien et en application des dispositions des résolutions 60/36 et 60/37 de l'Assemblée générale en date du 1^{er} décembre 2005.

2. Le Comité était représenté à la Conférence par une délégation comprenant Paul Badji (Sénégal), Président du Comité; Rodrigo Malmierca (Cuba), Vice-Président du Comité; Ravan A. G. Farhâdi (Afghanistan), Vice-Président du Comité; Victor Camilleri (Malte), rapporteur du Comité; et Riyad Mansour (Palestine).

3. La Conférence avait pour thème « Réaliser les droits inaliénables du peuple palestinien ». Dix-huit représentants d'organisations de la société civile ont été invités à siéger au Comité directeur de la Conférence. Les membres du Comité ont présidé les différentes séances de la Conférence, se sont entretenus avec les autres participants et ont rédigé le Plan d'action (annexe I) en consultation avec le Bureau du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien. On trouvera la liste des participants à l'annexe II.

4. Vingt-cinq experts ont présenté des exposés pendant les séances plénières et animé les ateliers (voir l'annexe III pour les résumés des ateliers). Les représentants de 56 organisations de la société civile ont participé à la Conférence. Les représentants de 45 gouvernements, du Saint-Siège, de la Palestine, de 5 organisations intergouvernementales et de 12 organismes des Nations Unies y ont participé en qualité d'observateur.

II. Déclarations liminaires

5. **Kofi Annan**, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, a indiqué, dans un message délivré par M. Sergei Ordzhonikidze, Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève, que si les événements au Liban ont récemment beaucoup plus retenu l'attention du monde, la situation dans le territoire palestinien occupé n'a cessé de s'empirer. Les récentes hostilités et les incursions israéliennes avaient de nouveau mis les Palestiniens dans la détresse, aggravant les niveaux déjà élevés de pauvreté et de chômage, détruisant les infrastructures civiles essentielles et les exposant à des pénuries beaucoup plus graves d'eau, d'électricité et, à Gaza, de nourriture. Du fait d'un système bien conçu de postes de contrôle et de bouclage, la circulation des personnes et des biens était rendue pratiquement impossible. Il en résultait de l'amertume et de la haine. Depuis la fin de juin, plus de 200 Palestiniens, dont des femmes et des enfants, avaient été tués.

6. L'intervenant a souligné que les points de passage devaient être ouverts pour que les marchandises puissent entrer à Gaza et que les exportations palestiniennes puissent parvenir sur les marchés. Il importait également que des progrès soient accomplis s'agissant de la libération des membres de l'Autorité palestinienne récemment arrêtés par Israël et des efforts que ne cessait de déployer le Président Abbas pour obtenir la libération de prisonniers. Pour atteindre ces objectifs, les Palestiniens devaient consentir des efforts, y compris la libération du soldat israélien capturé, la nécessité d'assurer la sécurité aux points de passage et la cessation des tirs de roquettes contre Israël à partir de Gaza.

7. Pour conclure, M. Annan a encouragé les Palestiniens à poursuivre leurs efforts en vue de la formation d'un gouvernement d'unité nationale. Si les Palestiniens pouvaient s'unir autour d'un programme réaliste et acceptable, et si une telle initiative pouvait alléger la souffrance des Palestiniens et permettre de maîtriser la situation en matière de sécurité, un pas positif aura été franchi. L'Organisation des Nations Unies ferait tout ce qui est possible pour appuyer ces efforts. En effet, il incombait toujours à la communauté internationale la responsabilité d'œuvrer en faveur d'une paix globale, juste et durable entre les Israéliens et les Palestiniens. Le dialogue politique étant actuellement dans l'impasse, il faudrait sans délai redoubler d'efforts pour relancer le processus de paix dans la région.

8. **Paul Badji**, Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, a déclaré que malgré tous les efforts louables de la communauté internationale, y compris la société civile, la situation dans le territoire palestinien occupé continuait de se détériorer. Tous les problèmes examinés au cours des réunions et conférences précédentes, notamment la construction du mur de séparation, les activités de colonisation et le développement économique et social du territoire palestinien occupé, étaient devenus plus aigus. À la suite de l'enlèvement par des militants palestiniens du caporal Shalit le 25 juin 2006, les forces israéliennes avaient lancé une grande opération militaire dans la bande de Gaza, commis un certain nombre d'assassinats extrajudiciaires, détruit les institutions de l'Autorité palestinienne et, pire encore, causé délibérément une grave crise humanitaire en détruisant des infrastructures civiles, dont l'unique centrale électrique de Gaza. Au cours de l'opération qui a commencé le 28 juin, plus de 200 Palestiniens avaient été tués par les forces israéliennes dans le territoire palestinien occupé, dont de nombreux civils innocents, femmes et enfants pour la plupart. La situation humanitaire était extrêmement inquiétante, probablement la pire qu'on ait jamais vue, en particulier dans la bande de Gaza. Environ 80 % de la population de la bande de Gaza vivaient aujourd'hui en dessous du seuil de pauvreté, en raison principalement du bouclage complet des frontières imposées par Israël.

9. Le Comité condamnait énergiquement les attaques à la roquette et les attentats suicides palestiniens ciblant des civils sans discrimination. Ces actes allaient à l'encontre de l'aspiration des Palestiniens à la paix et à la création d'un État, et le Comité soulignait qu'une solution ne peut être trouvée que par des moyens non violents.

10. L'intervenant s'est inquiété de ce que malgré la condamnation de la communauté internationale et en violation du droit international, le Gouvernement israélien continuait d'établir des faits sur le terrain, rarement couverts par les médias internationaux. La construction du mur de séparation était en cours, avec la destruction et l'appropriation des terres et des biens des Palestiniens. Les efforts visant à maintenir les principaux blocs de colonisation se poursuivaient avec la construction de centaines d'habitations et la population des colons augmentait. Ces activités, ainsi que les mesures comme la construction de réseaux de routes reliant exclusivement les colonies et d'autres mesures de restriction de la liberté de circulation des Palestiniens, visaient apparemment à faire progresser Israël vers la délimitation unilatérale de ses « frontières finales », préjugant de l'issue des négociations futures sur le statut permanent.

11. L'intervenant a rappelé que les aspects moins connus de l'occupation demeuraient d'une importance cruciale. Le plan unilatéral israélien de retrait de petites implantations de la Cisjordanie pouvait parfois être perçu par l'opinion publique comme étant la fin de l'occupation, ce qui était loin d'être vrai. Le fait était qu'une grande partie des terres palestiniennes serait expropriée pour incorporer les principaux blocs de colonisation à Israël à l'intérieur des « frontières finales » qui seraient définies par le mur de séparation, tandis que le reste des terres serait divisé en cantons séparés les uns des autres. La vallée du Jourdain resterait sous contrôle israélien, ce qui signifiait que les Palestiniens de la Cisjordanie n'auraient pas libre accès au monde extérieur. De plus, de nombreuses ressources naturelles cruciales, y compris les ressources en eau, rares et vitales, des terres palestiniennes, seraient utilisées exclusivement par les colons israéliens.

12. **Riyad Mansour**, Observateur permanent de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies, donnant lecture d'un message du Président Mahmoud Abbas, a indiqué que d'innombrables résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité abordaient les nombreux aspects de la question de Palestine. Malheureusement, presque aucune de ces résolutions n'était appliquée et l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice n'était pas respecté. Le fait que la puissance occupante affiche un mépris total pour l'Organisation des Nations Unies et pour ses résolutions et décisions et continue de violer le droit international avait aggravé le conflit et le sort du peuple palestinien pendant des décennies, empêchant l'exercice de ses droits inaliénables.

13. M. Mansour a appelé l'attention sur la situation actuelle dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, laquelle n'avait cessé de se détériorer gravement sur tous les plans – politique, sécuritaire, économique, social et humanitaire. Israël, la puissance occupante, poursuivait sans relâche sa politique illégale de colonisation dans le territoire palestinien occupé, en particulier à Jérusalem-Est, et confisquait de plus en plus de terres palestiniennes, construisait davantage de colonies de peuplement ou les étendait, et le nombre de colons dans le territoire palestinien a plus que doublé. En outre, malgré l'appel que lui avait clairement lancé la Cour internationale de Justice, Israël avait maintenant presque achevé la construction du mur sur des terres confisquées, notamment à Jérusalem-Est et alentours, divisant le territoire en plusieurs enclaves et cantons isolés et entouré du mur, détruisant complètement plusieurs localités, réduisant à néant les moyens de subsistance de milliers de Palestiniens ainsi déplacés et consolidant encore plus ses colonies illégales. Le mur, ainsi que les colonies et les centaines de points de contrôle et de barrages routiers mis en place par Israël, portait atteinte au caractère continu et à l'intégrité du territoire palestinien, isolait Jérusalem-Est du reste du territoire, compromettait l'économie palestinienne et détruisait le tissu de la société palestinienne, réduisant ainsi la possibilité de parvenir à la solution de deux États.

14. L'intervenant a ajouté que la détérioration de la situation économique et sociale résultait de la campagne d'agression militaire menée par Israël, notamment des attaques violentes contre la population assiégée dans la bande de Gaza ces derniers mois. Cette agression militaire a notamment été caractérisée par l'emploi délibéré de la force par la puissance occupante, ce qui a causé de nombreux morts et blessés parmi la population civile palestinienne, dont des femmes et des enfants; la poursuite des exécutions extrajudiciaires; la destruction des infrastructures vitales, de biens et d'institutions de l'Autorité palestinienne; et l'imposition de châtiments

collectifs à la population entière. Par ailleurs, la crise financière imposée à l'Autorité palestinienne pendant les mois qui ont suivi les élections libres, équitables et démocratiques de janvier 2006 avaient entraîné une détérioration tragique de la situation économique et sociale et provoqué la grave crise humanitaire que connaissait aujourd'hui le territoire palestinien occupé.

15. **Phyllis Bennis**, Coprésidente du Réseau international de coordination pour la Palestine, a indiqué que la guerre au Liban et la poursuite des attaques dans la bande de Gaza avaient créé de nouvelles réalités. La question de Palestine, pendant trop longtemps confinée à la question étreinte des domaines sans cesse décroissants de l'autorité gouvernant le territoire palestinien occupé, a été replacée dans son contexte régional, arabe et mondial. À l'échelon régional, les gouvernements faisaient face à la pression exercée par les populations qui, de plus en plus et de façon démocratique, exigeaient qu'il soit mis fin au soutien arabe au plan régional des États-Unis d'Amérique pour la « démocratisation » du Moyen-Orient. Si la démocratie avait une quelconque signification, l'Organisation des Nations Unies et chacun de ses États Membres devraient se féliciter de l'occasion qui leur était offerte de reconnaître le gouvernement démocratiquement élu dans le territoire palestinien occupé et d'établir avec lui des relations en bonne et due forme, quel que soit le choix du peuple palestinien. La guerre au Liban avait également changé la réalité sur le terrain dans la région. En témoignait notamment le fait – nouveau – qu'Israël et les États-Unis d'Amérique aient accepté la présence des Casques bleus des Nations Unies à la frontière israélienne, en vue d'assurer la protection tant des Libanais que des Israéliens.

16. L'intervenante a ajouté que l'ONU entreprenait difficilement de mettre en place le registre d'indemnisation demandé par l'Assemblée générale dans ses résolutions sur la mise en œuvre de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice, qui avait conclu à l'illicéité du mur édifié par Israël. Pourtant, la construction de celui-ci était pratiquement achevée. Le mur encerclait les localités et les villes palestiniennes par le biais de l'usurpation de terres la plus massive opérée depuis 1967. L'opposition d'Israël à une protection internationale tenait à sa crainte de se retrouver sur une pente glissante menant à une situation où la communauté internationale, et en particulier l'ONU, aurait un rôle de premier plan à jouer dans la diplomatie au Moyen-Orient au lieu de la situation actuelle où les États-Unis contrôlaient le « processus de paix ».

17. L'intervenante a déclaré que les organisations non gouvernementales exhortaient l'ONU à organiser, sous ses auspices, une conférence internationale de paix pour le Moyen-Orient fondée sur le droit international et les résolutions pertinentes des Nations Unies. Aucun gouvernement, aussi puissant soit-il, n'avait le droit d'imposer des châtiments collectifs à une population entière. Aucun gouvernement, quelle que soit la protection que lui assure une superpuissance mondiale, n'avait le droit de poursuivre une occupation illégale et de priver la population captive des droits que lui garantissaient le droit international et les résolutions des Nations Unies.

III. Séances plénières

Première séance plénière

De la sensibilisation à l'action : l'impact des mouvements pacifistes, des partis politiques et des syndicats

18. **Mustafa Barghouti**, membre du Conseil législatif palestinien, a souligné dès le départ que le conflit israélo-palestinien n'était pas un conflit entre deux parties luttant pour un bout de terre; c'était plutôt la lutte d'un peuple qui a vécu sous un système d'apartheid et une occupation coloniale pendant plus de 40 ans et qui a été dépossédé de sa terre pendant plus de 58 ans. C'était une lutte pour la liberté.

19. M. Barghouti a décrit la démarche suivie par Israël pour consolider l'occupation en créant un système d'apartheid, avec notamment la construction du mur, la mise en place de 650 points de contrôle militaires pour entraver la libre circulation des personnes en Cisjordanie et dans la bande de Gaza et la pratique des châtiments collectifs qui allait au-delà de la persécution et de l'oppression. En moyenne, les Palestiniens du territoire occupé ne pouvaient utiliser plus de 24 mètres cubes d'eau par personne par an contre 2 400 mètres cubes par personne pour les colons israéliens vivant en Cisjordanie, qui consommaient l'eau palestinienne. En moyenne, 937 millions de mètres cubes d'eau étaient produits dans les zones palestiniennes mais les Palestiniens n'étaient autorisés à utiliser que 157 millions de mètres cubes, le reste revenant à Israël.

20. M. Barghouti a relevé l'échec flagrant de la communauté internationale, qui se traduisait par le système de deux poids deux mesures qu'elle appliquait lorsqu'il s'agit de la question palestinienne. Lorsque le Koweït a été illégalement occupé par l'Iraq, la communauté mondiale s'était mobilisée pour libérer le Koweït, alors qu'elle tolère l'occupation du territoire palestinien depuis 40 ans. La communauté mondiale était très impatiente de voir appliquée la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité concernant le Liban alors que les résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil n'avaient pas été appliquées. La communauté mondiale était contre la violence lorsqu'il s'agit d'Israël mais ne manifestait pas suffisamment d'appui aux actions visant à prévenir la violence contre les Palestiniens. Ces six dernières années, 4 650 Palestiniens avaient été tués. Les Palestiniens avaient tenu les meilleures élections présidentielle et législatives dans la région. Pourtant, 41 membres élus du Parlement avaient été arrêtés, dont le Président du Parlement et cinq ministres. En outre, la Cour internationale de Justice avait pris une décision très importante contre la construction du mur, les mesures illégales appliquées à Jérusalem et toutes les colonies de peuplement dans le territoire palestinien occupé, qu'elle avait jugées illégales, et elle avait demandé qu'il y soit mis fin.

21. Parallèlement à ce système de deux poids deux mesures et au silence de la communauté internationale, et du fait des faiblesses arabes, Israël avait développé une culture d'impunité s'agissant des violations du droit international. Israël expulsait ou empêchait toute personnalité internationale qui souhaitait se rendre dans les zones palestiniennes pour s'enquérir de la situation et témoigner de la solidarité aux Palestiniens, même lorsque l'intéressé était porteur d'un passeport des États-Unis ou d'Europe. Pour surmonter cette situation, il fallait une action communautaire résolue des parlements, des partis politiques, des syndicats et des organisations non gouvernementales pour obliger leurs gouvernements respectifs à

prendre des mesures visant quatre axes : amener Israël à respecter le droit international et les droits des Palestiniens; engager un mouvement de boycott et de désinvestissement en Israël; œuvrer en vue de l'imposition de sanctions globales contre la coopération militaire avec Israël; et envoyer autant de délégations que possible dans le territoire palestinien occupé car la réalité sur le terrain n'était pas suffisamment exposée aux médias internationaux ni à l'opinion publique en général.

22. Pour conclure, l'intervenant a indiqué qu'au cours des 40 dernières années, des processus de paix avaient certes été engagés mais rien n'avait changé sur le terrain car l'entreprise d'occupation et d'expansion des colonies de peuplement se poursuivait. Aux termes de la résolution sur la partition de 1947, 45 % de la Palestine historique devaient revenir à un État arabe. Après la guerre de 1967, les Palestiniens avaient accepté le compromis douloureux d'avoir un État palestinien constitué seulement de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, ce qui ne représentait pas plus de 22 % de la terre de la Palestine historique, c'est-à-dire moins de la moitié de la superficie retenue par l'Organisation des Nations Unies. Le processus de confiscation des terres pour l'expansion des colonies aurait pour résultat l'impossibilité de créer un État palestinien indépendant, l'impossibilité de parvenir à la paix sur la base de la solution de deux États et la création d'un système d'apartheid.

23. **Achin Vanaik**, professeur de relations internationales et de politique mondiale à l'Université de Delhi, a déclaré qu'il faudrait d'abord comprendre le comportement d'Israël et des États-Unis sur le plan stratégique pour pouvoir adopter une démarche stratégique correspondante en vue d'orienter les efforts à cet égard. L'occupation israélienne a été caractérisée par trois principales phases depuis 1967. La première, qui pourrait être qualifiée d'occupation totale et directe, a duré de 1967 aux Accords d'Oslo en 1993. La deuxième phase, qui a duré de 1993 à l'accession au pouvoir d'Ariel Sharon en 2003, a été marquée par une sous-traitance partielle de l'occupation au moyen des Accords d'Oslo. Israël exerçait un contrôle général sur le territoire palestinien occupé mais l'Autorité palestinienne assumait une partie de la responsabilité en matière de police et d'administration du territoire occupé; pendant ce temps, Israël brandissait sans cesse l'appât d'un « règlement négocié » éventuel alors même qu'il continuait de violer les Accords d'Oslo en étendant son programme de peuplement. Pendant la troisième et actuelle phase, Israël avait décidé d'imposer unilatéralement le type de règlement et de « paix » qu'il voulait non seulement dans le territoire palestinien occupé mais aussi dans l'ensemble du Moyen-Orient. Cette nouvelle réorientation stratégique israélienne était essentiellement coordonnée avec les États-Unis, qui avaient aussi engagé leur propre forme de militarisme unilatéral visant à établir au Moyen-Orient un nouvel ordre tendant à assurer la domination incontestée à long terme d'Israël et des États-Unis dans toute la région.

24. Dans le cadre de cette réorientation stratégique, le « désengagement » israélien de la bande de Gaza était en fait un réaménagement de l'occupation d'une manière qui soit déterminante sous trois angles : premièrement, en établissant des faits sur le terrain, Israël éliminait à jamais la perspective de tout règlement futur sur la base des frontières d'avant 1967; deuxièmement, au nom du nouveau « réalisme », il obligeait le peuple palestinien à abandonner pour toujours sa revendication consistant à faire reconnaître par Israël, même de manière symbolique, son « droit au retour »; enfin, troisièmement, il rejetait fermement les résolutions 194 (III), 242

(1967) et 338 (1973) des Nations Unies, rendant ainsi l'ONU en général inutile et inefficace dans la recherche d'une solution juste à la question israélo-palestinienne.

25. M. Vanaik a indiqué qu'une proposition qui avait été avancée et qui méritait d'être étudiée avait trait à la création par l'Assemblée générale d'un tribunal pénal international pour Israël, comme ce fut le cas de l'ex-Yougoslavie. Comme l'avaient laissé entendre des experts, un tel tribunal pourrait être créé en vertu de l'Article 22 de la Charte des Nations Unies en tant qu'« organe subsidiaire » de l'Assemblée générale. Le Mouvement des pays non alignés et l'Organisation de la Conférence islamique (OCI) pourraient servir d'instances préparatoires de mobilisation et de sensibilisation à cet égard. Une autre idée consisterait à pousser l'OCI et le Mouvement des pays non alignés à exiger la création immédiate d'une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient. Par ailleurs, une conférence pourrait être organisée avec la participation de parlementaires sympathisants de pays du Sud et de représentants d'organisations de la société civile menant des activités de solidarité en faveur du peuple palestinien. À l'issue de cette conférence, un petit groupe de parlementaires pourrait être mis sur pied pour sillonner des pays choisis du Sud en vue de rencontrer les chefs de gouvernement et de tenir des conférences de presse. L'intervenant a aussi proposé l'organisation d'un concert international pour les droits des Palestiniens. Pour conclure, il a cité les activités menées par la Coalition pour le désarmement nucléaire et la paix, qui avait réalisé une vidéo musicale de sept minutes – l'un de ses outils de sensibilisation les plus efficaces touchant le grand public, jeunes comme personnes âgées. Il avait fallu beaucoup de temps et de ressources ainsi que la créativité d'un ensemble de musiciens, d'écrivains et de cinéastes pour réaliser cette vidéo. Une vidéo musicale semblable portant sur la situation du peuple palestinien pourrait et devrait être réalisée.

26. **Pedro Brieger**, professeur à l'Université de Buenos Aires et journaliste à la Chaîne 7 en Argentine, a déclaré que les gouvernements des pays d'Amérique latine et des Caraïbes soutenaient la cause palestinienne. C'était la position du MERCOSUR (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay et Venezuela); du Groupe de Rio, composé de 19 pays d'Amérique latine; et de la Communauté des Nations d'Amérique du Sud, qui regroupait 14 pays. La plus importante communauté palestinienne hors du monde arabe vivait au Chili. Pour cette raison, le Chili a été le premier pays d'Amérique latine à ouvrir un bureau de représentation à Ramallah, suivi par le Pérou et le Costa Rica. Après l'invasion israélienne du Liban en 2006, le Costa Rica et El Salvador, les deux seuls pays d'Amérique latine à disposer d'une représentation à Jérusalem, avaient transféré leurs bureaux de représentation à Tel-Aviv pour corriger une « erreur historique », selon Oscar Arias, ancien Président du Costa Rica.

27. Le Brésil avait lancé un mouvement pour renforcer les relations entre les pays latino-américains et les pays arabes qui, jusqu'en 2005, n'entretenaient que des relations commerciales. En septembre 2005, les participants à la réunion entre pays sud-américains et pays arabes avaient publié une déclaration dans laquelle ils appuyaient la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité et la nécessité de créer un « État palestinien indépendant dans les frontières de 1967 » et reconnaissaient « le droit des États et des peuples de résister à l'occupation étrangère, conformément aux principes du droit international ». Les États-Unis et Israël, dans le cadre de la stratégie visant à affaiblir les relations entre les pays latino-américains et les pays arabes, s'efforçaient de signer un accord de libre-échange avec le

MERCOSUR. M. Brieger a souligné que cet accord revêtait une importance plutôt politique qu'économique car les exportations des pays membres du MERCOSUR vers Israël représentaient moins de 1 % de l'ensemble de leurs exportations. Plusieurs ONG du Brésil et d'Argentine avaient fait circuler l'information et critiqué l'idée de la signature d'un accord pendant qu'Israël poursuivait la construction du mur et les attaques contre Gaza. En fin de compte, l'accord n'avait pas été signé, jusqu'à nouvel ordre.

28. Après le 11 septembre, les États-Unis avaient présenté plusieurs résolutions à l'ONU pour pousser les pays à condamner le terrorisme en brandissant la menace, réelle ou imaginaire, de la présence d'Al-Qaida en Amérique latine. Pour le Département d'État, la frontière entre le Paraguay, l'Argentine et le Brésil était une source de grave préoccupation à cause de l'importante communauté arabe vivant dans la région. Les Gouvernements de ces trois pays avaient nié la présence de groupes terroristes et aucun organe international, média ou organisme des États-Unis n'avait jamais pu établir, preuve à l'appui, la présence de terroristes.

29. **Pierre Galand**, Président du Comité européen de coordination des ONG sur la question de la Palestine (CECP), a déclaré que la nouvelle guerre actuelle s'était mondialisée. Les guerres au Liban et dans le territoire palestinien occupé s'inscrivaient dans le cadre du redéploiement de la guerre au niveau national; c'était un affrontement entre les États-Unis, la superpuissance conduisant l'Occident, et le reste du monde. Aujourd'hui, l'Occident, y compris les Européens, considérait qu'Israël était de son bord dans cet affrontement. L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) accélérât depuis quelques années la redéfinition de son plan stratégique de contrôle du monde. Alliance occidentale et atlantique, l'OTAN était, à l'heure actuelle, de plus en plus active non seulement au Moyen-Orient mais aussi dans le Pacifique, élargissant son champ jusqu'au Japon et à la Nouvelle-Zélande, et entendait faire d'Israël un nouveau membre à part entière. Par ailleurs, la plupart des pays arabes entretenaient des relations privilégiées avec l'OTAN. L'intervention s'est inquiétée de la façon dont l'Europe s'était positionnée depuis avril, lorsqu'elle avait suspendu l'assistance aux Palestiniens comme suite au boycott américain du Hamas. Force était de constater le déséquilibre dans la stratégie suivie par l'Europe et les États-Unis pour faire pression sur l'Iran afin de l'empêcher de mener des recherches nucléaires alors qu'ils toléraient la poursuite des recherches en Israël, qui était une puissance nucléaire dotée de plus de 400 ogives. Par ailleurs, en août dernier, l'Europe avait fourni à Israël deux sous-marins nucléaires d'une portée de 4 400 kilomètres. La société civile, y compris la société civile arabe, devait exiger d'urgence la dénucléarisation de la Méditerranée.

30. Pour conclure, M. Galand a proposé de créer un tribunal Russell pour la Palestine, comme ce fut le cas pour la guerre du Viet Nam, afin d'ouvrir des enquêtes sur les crimes de guerre commis dans le territoire palestinien occupé, de sorte non seulement à condamner Israël mais aussi à montrer à la communauté internationale, aux institutions multilatérales, à Israël, à l'Union européenne, aux États-Unis et aux pays arabes les obligations et les responsabilités qui sont les leurs. Le CECP avait déjà contacté la Fondation Russell à propos d'un tel projet.

31. **Dror Etkes**, Directeur du programme sur les colonies israéliennes de Peace Now, a indiqué que le principal problème était que l'opinion publique israélienne n'avait jamais réalisé que la présence palestinienne en Palestine n'était pas un accident de l'histoire mais que le peuple palestinien était le peuple autochtone sur

cette terre. Malheureusement, cette prise de conscience très simple faisait toujours défaut dans le discours politique et les théories historiques généralement admis en Israël. La plupart des Israéliens n'avaient jamais compris ce que signifiait l'entreprise de colonisation pour les Palestiniens, le fait qu'elle avait un caractère unilatéral et qu'elle imposait une réalité centrée sur les Israéliens non seulement sur des terres occupées en 1948 mais aussi sur des terres occupées en 1967.

32. À l'heure actuelle, plus de 250 000 Israéliens vivaient dans des zones au-delà de la Ligne verte qui n'étaient pas annexées unilatéralement à Israël tandis que plus de 190 000 autres vivaient dans des zones qui avaient été annexées à Israël, notamment Jérusalem-Est. Au total, quelque 440 000 Israéliens vivaient dans des zones occupées après 1967. On les retrouve dans des dizaines de localités au sein de la municipalité de Jérusalem, dans d'autres colonies en Cisjordanie et dans plus de 100 entités généralement qualifiées de « colonies illégales ou non autorisées ». En Cisjordanie, seulement un habitant sur 10 était israélien, les neuf autres palestiniens.

33. L'intervenant a indiqué que la barrière divisait la Cisjordanie en deux parties : 70 000 colons vivant dans quelque 70 colonies allaient demeurer à l'est de la barrière et le reste, y compris ceux vivant à Jérusalem-Est, se retrouverait à l'ouest de la barrière. L'édification de la barrière reposait sur une idée claire : la démographie. M. Etkes s'est dit optimiste que l'occupation israélienne de la Cisjordanie avait atteint son étape finale car le Gouvernement israélien s'efforçait de corriger la contradiction principale et fondamentale engendrée par l'entreprise de colonisation et l'occupation de la Cisjordanie en présentant à Israël deux choix : l'apartheid ou un système binational. Aucun de ces choix n'était le prix que le système politique israélien était disposé à payer. L'édification de la barrière visait à permettre au Gouvernement israélien d'échapper à la contradiction engendrée par l'entreprise de colonisation. En d'autres termes, le Gouvernement israélien annexerait les zones où vivaient la plupart des colons, au détriment de l'avenir des Palestiniens. Le plan de convergence avait été établi par le Premier Ministre Olmert afin d'affranchir Israël de cette contradiction. L'histoire a vu s'effondrer les systèmes coloniaux parce qu'ils étaient devenus trop onéreux et parce que leurs contradictions internes étaient devenues si cruelles et si visibles que des changements s'imposaient. Il faudra à la société israélienne plus de temps pour apprendre progressivement à savoir ce qui était possible et durable.

34. Pour conclure, M. Etkes a indiqué que la communauté internationale avait pour rôle principal d'aider les deux parties. La partie israélienne devait assumer la responsabilité de ses choix collectifs. Il fallait aussi aider les Palestiniens à assumer la responsabilité de leurs choix collectifs. La seule solution réaliste et durable devait se fonder sur le principe des deux États.

Deuxième séance plénière

Renforcer les initiatives de la société civile

35. **Raji Sourani**, Directeur du Centre palestinien pour les droits de l'homme à Gaza, a déclaré que son organisation avait tenu en Europe une conférence sur la compétence universelle à l'intention des juristes. La société civile devrait opérer des choix stratégiques pour appuyer ce type d'initiatives. Une autre initiative avait trait à la préparation d'une conférence qui se tiendrait au début de novembre à Genève, avec la participation d'organisations internationales et régionales de défense des

droits de l'homme et de groupes de solidarité provenant des cinq continents, dont certains organismes des Nations Unies, de membres du Parlement européen et du Commissaire européen aux droits de l'homme. Il s'agira d'informer les participants de la situation dans le territoire palestinien occupé. La guerre au Liban avait complètement détourné l'attention des événements dans le territoire palestinien occupé. Israël avait effectivement profité de la situation pour accroître la pression sur le terrain. Le Gouvernement suisse, dépositaire de la quatrième Convention de Genève, devrait convoquer une conférence des Hautes Parties contractantes. L'article premier de la quatrième Convention de Genève dispose clairement que les Hautes Parties contractantes devraient veiller au respect de la Convention en toutes circonstances. Depuis 1967, Israël n'avait jamais reconnu l'applicabilité *de jure* de la Convention, sauf pendant 43 jours seulement, et depuis lors Israël considérait le territoire occupé comme des territoires administrés ou contestés, et n'avait jamais considéré le territoire comme étant occupé. L'Europe sanctionnait un peuple sous occupation, ce qui ne s'était jamais produit dans l'histoire, et concédait des privilèges à Israël, qui commettait systématiquement des crimes de guerre et se faisait passer pour la victime dans le conflit.

36. **Michel Warschawski**, Directeur du Centre pour une information différente, a déclaré que les principes de droit international et les nombreuses résolutions des Nations Unies étaient devenus caducs dans la guerre pour la protection et l'imposition de la démocratie contre la menace mondiale du terrorisme. L'unilatéralisme des États-Unis avait remplacé les institutions internationales. La venue au pouvoir des néoconservateurs israéliens avait précédé de quatre ans celle de leurs collègues américains. Les trois éléments les plus importants de cette politique étaient qu'il n'y avait plus d'occupation du territoire palestinien par Israël mais une menace terroriste contre Israël; que les Palestiniens n'étaient plus les victimes et Israël une force occupante, mais plutôt les Israéliens étaient devenus les victimes et les Palestiniens les agresseurs; et que les résolutions des Nations Unies et le droit international étaient devenus caducs dans la guerre contre le terrorisme.

37. Cette nouvelle réalité mondiale exigeait des mouvements de solidarité qu'ils réajustent leurs stratégies. Il faudrait tout d'abord déconstruire le discours sur la fatalité du système mondial actuel et se concentrer sur l'idée qu'« un autre monde est possible – un autre monde est nécessaire » tout en fondant cette approche sur la notion de droit et les droits de l'individu et des peuples. Seules des relations de bon voisinage allant de pair avec la coopération économique et culturelle pourraient garantir une vraie sécurité. Une proposition consisterait à envoyer une force internationale dans la région, sous l'égide des Nations Unies, comme le demande depuis cinq ans l'Autorité palestinienne. Une autre proposition visant à mettre fin à l'impunité israélienne serait le recours à la Cour pénale internationale ou à un tribunal international pour juger et punir les personnes responsables de massacres et de crimes de guerre dans le territoire palestinien occupé et au Liban. Le système de deux poids deux mesures enlevait toute légitimité au système international et nourrissait le discours du choc des civilisations. Il importait aussi de rétablir la confiance entre les peuples et de recréer la possibilité de changement, ce qui signifie qu'il faudrait remobiliser efficacement l'opinion publique, avec la participation des syndicats, des partis politiques et des églises. C'était dans ce contexte qu'il fallait replacer le débat qui traversait le mouvement de solidarité autour de la campagne en faveur du boycott, du désinvestissement et des sanctions. Il importait par ailleurs de bâtir une alliance Nord-Sud de solidarité avec le peuple palestinien. Enfin, il fallait

lier la lutte du peuple palestinien à la question de la démocratie. La lutte du peuple palestinien et le combat pour les droits nationaux du peuple palestinien appartenaient, aujourd'hui beaucoup plus qu'hier, à une réalité internationale s'articulant autour de la guerre mondiale, d'une stratégie de recolonisation du monde et du combat des peuples pour la liberté et la démocratie et pour un Moyen-Orient sans guerre et sans occupation.

38. **Jamal Juma'**, Coordonnateur de la Campagne palestinienne contre le mur de l'apartheid, a relevé l'importance du Forum social mondial pour la cause palestinienne. Malgré toutes ses faiblesses et tous ses problèmes, le Forum était actuellement l'initiative la plus importante et la plus ouverte dont les diverses manifestations rassemblaient la société civile. La dernière rencontre mondiale organisée en 2005 à Porto Alegre (Brésil) a attiré plus de 150 000 participants et des milliers de groupes et d'organisations du monde entier. La sensibilisation à ce forum pourrait donc être indispensable pour porter la question palestinienne au cœur des préoccupations de la société civile dans son ensemble. L'établissement de réseaux entre les acteurs mondiaux en vue de constituer une forte alliance sous la bannière du slogan « Un autre monde est possible » était dans l'intérêt du peuple palestinien et des groupes de solidarité. Dire que la question palestinienne était un « cas spécial » n'aidait pas la lutte des Palestiniens. Cette lutte était intimement liée au destin de la région et à la lutte mondiale pour la justice. Les groupes de solidarité avec les Palestiniens et les organisations palestiniennes, tout en maintenant leur indépendance, pourraient, de par leur action de sensibilisation et leur engagement, amener divers mouvements à soutenir la cause palestinienne.

39. M. Juma' a indiqué que la question palestinienne avait été mentionnée dans les déclarations issues des rassemblements contre la guerre tenus pendant les trois dernières éditions du Forum social mondial. Cependant, faute d'un appui dynamique à l'heure actuelle, ces déclarations ne pouvaient être traduites en actions. De vastes possibilités s'offraient pour renforcer la coordination et le combat commun ainsi que l'engagement des mouvements mondiaux dans le contexte d'un appel en faveur d'un État palestinien libre, sur la base de la stratégie du boycott, du désinvestissement et des sanctions, pour traduire les déclarations en actions. Le fait qu'on s'accorde généralement à reconnaître l'importance de la cause palestinienne était un point de départ positif. Il fallait toutefois veiller à ce que certaines organisations conduisent le mouvement et que les participants aux manifestations soient encouragés à parler de cette question et à en reconnaître le caractère déterminant pour toute la région et le monde entier. Il fallait mettre fin à la sous-représentation des organisations palestiniennes et arabes au Conseil international et aux rencontres du Forum social mondial. Par ailleurs, les groupes de solidarité devraient envisager de devenir membres du Conseil. Il importait que les mouvements de solidarité et en faveur du boycott, du désinvestissement et des sanctions, dont le nombre ne cesse d'augmenter dans le monde, soient représentés. Les rencontres non seulement avec les mouvements pacifistes ou les organisations de défense des droits de l'homme mais aussi avec divers mouvements de lutte pourraient contribuer à élargir considérablement les sources d'appui et permettre de tirer parti de l'expérience d'autres mouvements.

IV. Déclarations de clôture

40. **Na'eem Jeenah**, Coprésident du Réseau international de coordination pour la Palestine, a déclaré que la situation dans le territoire palestinien occupé était critique, urgente et tragique car une guerre délibérée et sans merci était menée contre la population civile. L'histoire ne pardonnerait pas à la communauté internationale si elle ne s'engageait pas davantage à faire plus de sacrifices et de contributions en faveur de la lutte des Palestiniens et de la justice pour le peuple palestinien.

41. **Riyad Mansour**, Observateur permanent de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies, a déclaré qu'un profond sentiment d'impuissance régnait au Moyen-Orient et que la situation ne pouvait continuer. L'autorité morale de la communauté internationale soutenait manifestement la cause du peuple palestinien, comme en témoignaient les résolutions adoptées chaque année par les Nations Unies. Toutefois, il fallait de la volonté et un calendrier rigoureux, dont la mise en œuvre serait supervisée par le Conseil de sécurité, pour faire des progrès et trouver une solution à la situation.

42. **Paul Badji**, Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, a déclaré que l'objectif était de mettre fin à l'occupation et de créer un État palestinien viable dans les frontières de 1967. Ce n'était pas une simple option; c'était un droit légitime fondé sur le droit international et les résolutions des Nations Unies, dont la validité est indéniable. D'énormes obstacles se dressaient sur la voie menant à cet objectif. Certains ne pouvaient être surmontés que grâce aux initiatives de la société civile, lesquelles étaient énoncées dans le Plan d'action adopté.

Annexe I

Réseau international de coordination pour la Palestine

Plan d'action de 2006

Nous voici de nouveau réunis, nous, représentants des organisations de la société civile, déterminés à mettre fin à l'occupation israélienne des territoires palestiniens et à assurer la réalisation effective des droits du peuple palestinien, notamment ses droits à l'autodétermination et au retour. Nous ancrons notre action dans les droits de l'homme, le droit international, la Charte et les résolutions de l'ONU, et nous sommes acquis à l'idée d'internationalisme et d'une paix juste, fermement convaincus que l'ONU a un rôle fondamental à jouer pour mettre fin à l'occupation.

Nous sommes confrontés à une crise nouvelle, de guerre et d'occupation, au cours de laquelle les Palestiniens continuent d'endurer des souffrances au-delà de celles imposées par des décennies d'occupation brutale et d'apartheid.

La guerre contre le Liban et l'assaut persistant contre Gaza ont créé des réalités nouvelles. L'unilatéralisme d'Israël a été exposé et son « redéploiement » de Gaza s'est révélé être trompeur. Les conditions des Palestiniens vivant sous occupation continuent de se détériorer, et les réfugiés palestiniens ne peuvent toujours pas se prévaloir de leurs droits internationaux, notamment de leur droit au retour. Les Palestiniens à Jérusalem et ailleurs font face à un nettoyage ethnique.

La crise actuelle a miné les efforts des États-Unis visant à réorganiser le Moyen-Orient dans le cadre d'un plan américain, qu'ils justifient au nom de la « démocratisation ». Si la démocratie avait une quelconque signification, l'ONU et, en fait, chacun de ses États Membres auraient accepté les résultats des élections palestiniennes récentes et établi des relations normales avec toute autorité élue démocratiquement dans le territoire palestinien occupé, indépendamment du choix du peuple palestinien. Au lieu de cela, la communauté internationale et l'ONU elle-même sont restées passives face au boycottage de l'Autorité palestinienne orchestré par les États-Unis et face à l'enlèvement, à l'évidence illégal, par Israël de 41 parlementaires démocratiquement élus et de huit ministres de ce gouvernement. C'est infamant pour nous tous.

Il y a 30 ans, l'ONU a reconnu le crime international d'apartheid, l'a condamné et s'est attachée à le combattre; le plus important est le fait qu'elle a défini le crime d'apartheid comme un crime général contre l'humanité, n'étant pas propre à ce qui constituait naguère la réalité en Afrique du Sud. Aujourd'hui, 12 ans après la fin de l'apartheid dans ce pays, force est de constater qu'Israël continue d'appliquer un système d'apartheid et qu'il perpétue en outre l'occupation la plus longue de notre époque. Nous, représentants des organisations de la société civile et activistes du monde entier, nous associons une fois de plus à l'ONU pour reconnaître ces crimes odieux, les condamner et nous engager à y mettre un terme. Comme par le passé, nous sommes de nouveau déterminés à faire traduire en justice ceux qui se rendent coupables d'un tel crime.

Malgré l'avis consultatif rendu il y a deux ans par la Cour internationale de Justice, qui avait conclu à l'illicéité du mur de l'apartheid, la construction de celui-ci est pratiquement achevée. Le mur encercle les localités et les villes palestiniennes

par le biais de l'usurpation de terres la plus massive opérée depuis 1967. Nous demandons à l'ONU d'appliquer dans son intégralité l'Avis consultatif de la Cour, notamment la section préconisant le démantèlement du mur illégal. Nous, représentants des organisations de la société civile, prenons nos responsabilités au sérieux s'agissant du mur. Nous nous préoccupons de la question de la construction illégale du mur et continuerons de le faire, afin d'obtenir l'application de tous les aspects de l'Avis consultatif de la Cour, ainsi que celle des résolutions de l'Assemblée générale relatives à cette question.

Nous nous trouvons réunis ici, à Genève, à un moment particulièrement critique et historique. Nous pouvons fermer les yeux sur la crise urgente à laquelle le peuple palestinien est confronté, sans nous soucier de l'obligation pour la communauté internationale d'y mettre un terme, ou bien saisir cette occasion pour lancer un véritable mouvement en vue de l'instauration d'une paix juste. Nous avons décidé de faire partie de ceux qui œuvrent à la promotion d'une réalité nouvelle, fondée sur la justice, les droits de l'homme et le droit international, afin de faire cesser l'occupation et de permettre au peuple palestinien d'exercer ses droits inaliénables, notamment son droit à l'autodétermination et son droit à la création d'un État palestinien indépendant et souverain, avec Jérusalem pour capitale. Nous lançons en conséquence l'appel suivant :

Appel à l'action

Nous demandons à l'ONU et à ses États Membres :

1. D'assurer une protection internationale pour le peuple palestinien vivant sous occupation;
2. De poursuivre en justice devant la Cour pénale internationale ou toute autre instance internationale ou nationale, dotée d'une compétence universelle, les personnes qui se sont rendues coupables de crimes de guerre contre le peuple palestinien;
3. D'encourager et imposer des sanctions, notamment en mettant fin au commerce meurtrier des armes avec Israël, et de mettre un terme aux sanctions imposées à l'Autorité palestinienne élue, ainsi qu'au châtiment collectif imposé au peuple palestinien.

Quant à la société civile, nous nous engageons à prendre les mesures suivantes :

1. Travailler dans les mois à venir avec les mouvements de la société civile palestinienne et les organisations non gouvernementales pour marquer le quarantième anniversaire de l'occupation de la Cisjordanie, de la bande de Gaza et de Jérusalem-Est. Cette commémoration comprendra un large éventail de campagnes culturelles et d'information, dont le point culminant sera une Journée mondiale d'action, le 9 juin 2007, au quarantième anniversaire de cette occupation, sous le slogan « Le monde dit non à l'occupation israélienne »;
2. Étendre notre campagne mondiale de boycottage, de désinvestissement et de sanctions à des secteurs encore plus vastes de nos pays et régions, sur la base de la formation d'un mouvement non violent d'opposition à la politique israélienne d'apartheid et d'occupation, et lancer notamment une campagne urgente pour mettre fin aux sanctions contre l'Autorité palestinienne démocratiquement élue;

3. Se mobiliser pour exiger que nos gouvernements assurent sans délai une protection internationale au peuple palestinien vivant sous occupation, en s'efforçant notamment de traduire en justice les auteurs de crimes de guerre contre le peuple palestinien. Nous appuierons également les efforts visant à faire appliquer les Conventions de Genève et l'ensemble des résolutions de l'ONU, ainsi qu'à convoquer une nouvelle conférence de paix internationale pour le Moyen-Orient, en attribuant à l'ONU un rôle central.

Annexe II

Liste des participants

Intervenants et spécialistes

Ahmed Abdirahman	Coprésident du Réseau international de coordination pour la Palestine; chargé de projets pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord à Alternatives – Réseau d'action et de communication pour le développement international Montréal
Xavier Abu Eid	Vice-Président, Union générale des étudiants palestiniens Santiago
Mustafa Barghouthi	Membre du Conseil législatif palestinien Ramallah
Bahia Amra	Health Development Information and Policies Institute Ramallah
Phyllis Bennis	Coprésidente du Réseau international de coordination pour la Palestine, membre de l'Institute for Policy Studies Washington
Pedro Brieger	Sociologue et journaliste spécialiste des affaires internationales Buenos Aires
Lourdes Cervantes Vasquez	Chef du Département politique de l'Organisation de solidarité entre les peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine La Havane
Arlene Clemesha	Membre du Conseil d'administration de l'Institut de la culture arabe Professeur à l'Université de São Paulo São Paulo
Adi Dagan	Porte-parole de Coalition of Women for a Just Peace/Machsom Watch Tel Aviv
Victor De Currea-Lugo	Spécialiste du droit international Membre invité de l'Institute of Studies on Conflicts and Humanitarian Action Madrid
Chris Doyle	Directeur du Council for the Advancement of Arab-British Understanding Londres

Noura Erakat	Organisatrice nationale, juriste, U.S. Campaign to End the Israeli Occupation Washington
Dror Etkes	Directeur, Settlements Watch Project, Peace Now Jérusalem
Jonathan Frerichs	Directeur de programme, Conseil œcuménique des églises Genève
Pierre Galand	Président du Comité européen de coordination des ONG sur la question de la Palestine Sénateur au Parlement belge Bruxelles
Angela Godfrey-Goldstein	Responsable de l'action militante, Comité israélien contre les démolitions de maisons Jérusalem
Jamal Juma' Ja'afreh	Coordonnateur de la Campagne palestinienne contre le mur de l'apartheid Jérusalem
Na'eem Jeenah	Coprésident du Réseau international de coordination pour la Palestine Porte-parole du Comité sud-africain de solidarité avec la Palestine Président du Mouvement des jeunes musulmans Johannesburg
Jennifer Loewenstein	Chargée d'études, Refugee Studies Centre Université d'Oxford Oxford
Riad Malki	Directeur général de Panorama – Centre pour la diffusion de la démocratie et le développement communautaire Ramallah
Catherine Maynard	Avocate spécialiste des droits de l'homme Hickman and Rose Solicitors Londres
Ben Smoes	Fondateur et Président du Forum international pour la justice et la paix Hoevelaken (Pays-Bas)
Raji Sourani	Directeur du Centre palestinien pour les droits de l'homme Bande de Gaza

Achin Vanaik	Professeur de relations internationales et de politique mondiale Département des sciences politiques, Université de Delhi New Delhi
Michel Warschawski	Fondateur et Directeur du Centre pour une information différente Jérusalem

Délégation du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien

Paul Badji	Représentant permanent du Sénégal auprès de l'Organisation des Nations Unies, Président du Comité et chef de la délégation
Ravan A. G. Farhâdi	Représentant permanent de l'Afghanistan auprès de l'Organisation des Nations Unies Vice-Président du Comité
Victor Camilleri	Représentant permanent de Malte auprès de l'Organisation des Nations Unies Rapporteur du Comité
Riyad Mansour	Observateur permanent de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies

Représentant du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

Sergei Ordzhonikidze	Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève
----------------------	--

États Membres des Nations Unies

Afghanistan, Arabie saoudite, Bahreïn, Bangladesh, Bélarus, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Chine, Chypre, Cuba, Danemark, Égypte, El Salvador, Équateur, Ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Grèce, Guatemala, Guinée, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Italie, Jordanie, Kazakhstan, Liban, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République populaire démocratique de Corée, Serbie, Slovaquie, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Ukraine

États non membres ayant une mission permanente d'observation au Siège

Saint-Siège

Entités ayant reçu une invitation permanente à participer en qualité d'observateur aux sessions et aux travaux de l'Assemblée générale et ayant une mission permanente d'observation au Siège

Palestine

Organisations intergouvernementales

Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
Union africaine
Commission européenne
Ligue des États arabes
Organisation de la Conférence islamique

Autres entités ayant reçu une invitation permanente à participer en qualité d'observateur aux sessions et aux travaux de l'Assemblée générale et ayant une mission permanente d'observation au Siège

Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

Organismes et institutions spécialisées des Nations Unies

Organisation pour l'alimentation et l'agriculture
Agence internationale de l'énergie atomique
Organisation internationale du Travail
Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
Programme des Nations Unies pour le développement
Programme des Nations Unies pour l'environnement
Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies
Fonds des Nations Unies pour la population
Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient
Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social

Organisations de la société civile

Aide sanitaire suisse aux Palestiniens (Genève)
Al-Haq (Ramallah)
All Ukrainian Party of Peace and Unity (Kiev)
Alternative Information Centre (Jérusalem)
Alternative Tourism Group (Genève)
Association France Palestine Solidarité (Paris)
B'nai B'rith International (Genève)
Buenos Aires University (Buenos Aires)
Caritas International
Centre palestinien pour les droits de l'homme (Bande de Gaza)
Coalition for Nuclear Disarmament and Peace (New Delhi)
Coalition of Women for a Just Peace/Machsom Watch (Tel Aviv)
Collectif Urgence Palestine (Genève)
Comité de coordination des ONG pour la question de Palestine (Bruxelles)
Comité palestinien contre les démolitions de maisons (Jérusalem)
Conseil œcuménique des églises (Genève)
Conseil législatif palestinien (Ramallah)
Council for the Advancement of Arab-British Understanding (Londres)
Culture of Afroindigenous Solidarity
Danish Palestinian Friendship Association

Département des sciences politiques, Université de Delhi
 Deutsche Palästinensische Gesellschaft (Hanovre)
 Euro-Med Movement (Malte)
 Fédération internationale des ligues de droits de l'homme (Paris)
 Fédération syndicale mondiale (Athènes)
 Forum international pour la justice et la paix (Hoevelaken/Berne)
 General Board of Global Ministries/Sabeel (Jérusalem)
 Groupe pour une Suisse sans armée (Genève)
 Health, Development, Information and Policy Institute (Jérusalem)
 Hickman and Rose Solicitors (Londres)
 Institut de la culture arabe (São Paulo)
 Institute of Studies on Conflicts and Humanitarian Action (Madrid)
 International Development (Montréal)
 International Service for Human Rights (Genève)
 Ireland Palestine Solidarity Campaign (Dublin)
 Médecins du monde (Paris)
 Meyrin (Lausanne)
 Meyrin-Palestine (Genève)
 Middle East and North Africa Alternatives-Action and Communication Network for
 Middle East Refugee Studies Centre, Oxford University (Oxford)
 Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Genève)
 Mouvement portugais pour les droits du peuple palestinien et pour la paix au
 Moyen-Orient (Lisbonne)
 Norwegian Refugee Council (Genève)
 Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques (Le Caire)
 Organisation pour la solidarité entre les peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique
 latine (La Havane)
 Palestine Solidarity Committee of South Africa (Johannesburg)
 Palestinian American Culture and Friendship Association (Bande de Gaza)
 Palestinian grassroots Anti-Apartheid Wall Campaign (Jérusalem)
 Palestiniens sans frontières (Fontenay-sous-Bois, France)
 Panorama – Centre pour la diffusion de la démocratie et le développement
 (Ramallah)
 Plate-forme des ONG françaises pour la Palestine (Paris)
 Réseau international de coordination pour la Palestine (Washington)
 Secours social palestinien (Genève)
 Settlement Watch Project, Peace Now (Jérusalem)
 Solidarity Committee in Basel/Geneva (Arlesheim, Suisse)
 Union générale des étudiants palestiniens (Santiago)
 U.S. Campaign to End the Israeli Occupation (Washington)

Médias

TSI

Annexe III

Résumé des ateliers

1. Les représentants des organisations de la société civile participant à l'atelier sur le thème « Élargir, étayer et renforcer les groupes internationaux » sont convenus que la campagne en faveur du boycott, du désinvestissement et des sanctions était le principal cadre pour consolider un mouvement mondial de solidarité et offrait un concept d'action progressive pour tout mouvement de solidarité. En Europe, les organisations appelaient à la suspension de l'Accord d'association de l'Union européenne avec Israël. En Amérique latine, les organisations continuaient de se mobiliser contre l'accord de libre-échange avec Israël. Il a été noté que la guerre contre le Liban avait ouvert des possibilités pour élargir et renforcer les groupes internationaux en raison du mouvement mondial contre la guerre.
2. L'atelier sur le thème « Campagnes contre l'occupation » a mis l'accent sur la nécessité de fournir à l'opinion publique israélienne plus d'informations concernant les événements sur le terrain. La fin de l'occupation ne signifierait pas nécessairement la fin de l'apartheid pour les Palestiniens. Le Protocole de Paris devrait être appliqué. Les participants ont également souligné qu'il importait d'utiliser la législation existante pour engager des poursuites contre les chefs militaires israéliens qui avaient commis des crimes de guerre, de sorte à avoir un impact sur l'élite israélienne.
3. Les participants à l'atelier sur le thème « Campagnes en faveur du respect du droit international, y compris la quatrième Convention de Genève et l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur l'édification du mur » ont proposé de créer un groupe de travail pour se pencher sur la suite donnée à l'avis consultatif de la Cour et d'organiser une conférence diplomatique internationale des États parties à la quatrième Convention de Genève. En outre, il faudrait mettre en pratique l'idée de traduire en justice les chefs militaires israéliens dans divers pays, comme ce fut le cas au Royaume-Uni. Enfin, il faudrait renforcer la campagne en faveur du boycott, du désinvestissement et des sanctions.
4. Les participants à l'atelier sur le thème « Mobilisation de l'opinion publique, notamment par des stratégies médiatiques » ont souligné qu'il fallait adopter une autre stratégie médiatique. Les médias fonctionnant à présent 24 heures sur 24, il importait de faire en sorte que les informations appropriées soient publiées sur la blogosphère, avec des sons, des images fortes et les meilleurs orateurs pour que les médias s'y intéressent. Des problèmes se posaient toutefois : l'opinion publique, en général, et les médias s'étaient plutôt lassés de la question car elle se poursuivait depuis si longtemps et la population était désensibilisée, alors que les médias ne s'intéressaient qu'aux nouvelles questions qui se posent; la délégitimisation du Hamas et de la lutte des Palestiniens; et l'idée erronée qu'un certain processus de paix était en cours, que l'occupation était terminée à Gaza et qu'elle prendrait bientôt fin en Cisjordanie, d'autant que certains politiciens ne cessent de répéter que « cela entrave le processus de paix ». Un autre problème tenait aux efforts visant à créer la confusion autour de la question, en prétextant qu'il y avait une menace mondiale et qu'il n'y avait plus d'occupation. Une campagne sur le thème « Libérer Gaza » a été proposée car elle pourrait susciter un débat. On a souligné qu'en Europe, après 2003, l'opinion avait changé du fait des activités d'organisations locales : des organisations palestiniennes et israéliennes, des groupes confessionnels, des missions civiles et des syndicats s'étaient rendus dans le territoire palestinien occupé et avaient fait part de leur expérience à leur retour.